

Info Marne

SOMMAIRE *(cliquez sur l'article)*

Édito : La CGT doit mobiliser	1
Investiture de Trump : au grand bal des milliardaires	2
Bercy – Industrie : le gouvernement doit entendre l'urgence	2
Reims - Valéo : bientôt la grève	2
Reims- Arcelor Mittal : Non à la fermeture du site	3
Le champagne face aux défis 2025 : entre préservation et transformation ...	3
Reims : les TUR dans le dur	4
Élections aux Chambres d'agriculture : la CGT veut creuser son sillon	4

Édito : La CGT doit mobiliser

Le gouvernement ne veut pas répondre aux exigences du monde du travail notamment sur l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux, stopper les milliers de licenciements en cours, et la nécessité impérieuse de sauver nos services publics.

Le 1^{er} ministre évoque des menaces sur notre système de protection sociale, il a pourtant été contraint d'annoncer l'ouverture d'une conférence sur la réforme des retraites. Cela témoigne de leur état de faiblesse.

Le combat contre l'âge de départ à la retraite à 64 ans doit continuer, car cette réforme n'est pas légitime, en effet la 1^{ère} ministre de l'époque, qui a dépassé les bornes en bafouant la démocratie en usant du 49.3 à tour de bras.

Tous cela démontre une fois de plus que la politique actuelle est de continuer à gaver les actionnaires au détriment des salariés. Pour la CGT, d'autres choix sont possibles, et nous devons exiger une justice sociale plus solidaire. Nous devons aborder la question du financement avec lucidité, car même si le gouvernement actuel ne parle que de dettes, nous voulons attirer l'attention sur le financement. Pourquoi ne serait-il pas possible de mettre à contribution les grandes entreprises qui engrangent des milliards en dividendes ?

Que va faire la CGT ? Notre fonctionnement démocratique nous oblige à agir en toute transparence et à consulter les travailleurs pour savoir ce qu'ils veulent. Rien n'est écrit d'avance, car c'est la mobilisation des salariés qui pourra faire plier ce gouvernement.

Faire tomber cette réforme des retraites, c'est le retour à 62 ans et cela ouvre la voie vers un départ à 60 ans. N'oublions pas que notre régime de Sécurité Sociale a été créé par Ambroise Croizat en application du programme du Conseil National de la Résistance : "Nous ferons de la retraite non plus une antichambre de la mort, mais une nouvelle étape de la vie". Pour cela, les résistants ont construit un système par répartition dans un pays pourtant ruiné par la guerre ! 80 ans après sa création, notre régime de retraite solidaire doit être préservé des appétits financiers.

Aujourd'hui, nous vous appelons non seulement à refuser ce qu'ils nous imposent, mais aussi à renverser la vapeur. L'idée d'un "conclave" secret sur les retraites est totalement inacceptable. La CGT privilégie la transparence et le dialogue : les discussions doivent se tenir sous les yeux des citoyens et non dans l'ombre de négociations sélectives. C'est en associant les travailleurs à cette réflexion vitale que nous pourrions avancer.

La bataille que nous menons ne s'arrête pas là. Nous visons l'abrogation de la réforme des retraites, le rétablissement des droits perdus et la pérennité d'un système de Sécurité Sociale qui continue de faire ses preuves face aux crises.

La CGT se tient prête, mobilisée et déterminée. Ensemble, faisons entendre notre voix pour défendre notre modèle social ! ([lire le tract confédéral](#)).

Ghislain BRIDE, Secrétaire Général de l'Union Départementale CGT de la Marne



24 janvier 2025

#94

Union Départementale
des syndicats CGT de la Marne

15, boulevard de la Paix
BP 11215

51058 Reims Cedex

Tél. 03 26 88 23 04

udcgt51@laposte.net

www.udcgt51.fr



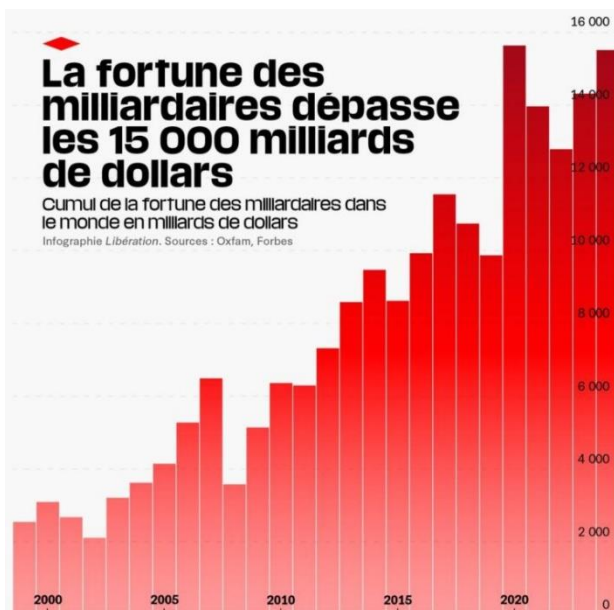
Investiture de Trump : *au grand bal des milliardaires*

Aux premières loges de l'investiture de Donald TRUMP, comme pour veiller sur leur créature, les milliardaires Bernard ARNAULT (LVMH), Elon MUSK (Tesla), Mark ZUCKERBERG (Meta), Jeff BEZOS (Amazon), Tim COOK (Apple), mais aussi le ban et l'arrière ban de l'extrême-droite planétaire, car le grand capital compte bien sur l'extrême-droite pour défendre ses intérêts.



Dans le même temps OXFAM, ONG qui lutte contre les inégalités et la pauvreté, vient de publier son rapport annuel. En 2024, la fortune des milliardaires a augmenté de 2 000 milliards de dollars, trois fois plus vite qu'en 2023 ! La croissance de leur fortune est telle que bientôt les dix milliardaires seront devenus des « trillionnaires », pesant chacun plus de 1 000 milliards de dollars ! Chaque jour, chacun des dix personnages les plus riches du monde, a amassé 100 millions de dollars supplémentaires...

Des chiffres vertigineux qui montrent bien le pouvoir détenu par ces milliardaires, l'immense corruption du système capitaliste et l'hypocrisie de nos dirigeants, dont la seule orientation est de rogner nos droits sociaux et de casser nos services publics. ([lire l'article de Libération, « milliardaires et profits comme cumul et chemise »](#)) ([lire le rapport OXFAM, « l'art de prendre sans entreprendre »](#))



Bercy – Industrie : *Le gouvernement doit entendre l'urgence*



Le rassemblement à Bercy du mercredi 22 janvier en fin de matinée, devant le ministère de l'Economie et des Finances, à l'appel des fédérations CGT de la chimie, de la métallurgie, de l'énergie, du commerce, de la construction, des organismes sociaux... a réuni plusieurs milliers de personnes qui ont pu entendre des prises de parole des dirigeants de la CGT et de représentants de partis de gauche.

En première ligne, les salariés des Fonderies de Bretagne près de Lorient, de GM&S de La Souterraine dans la Creuse, mais aussi d'Arcelor Mittal, Vencorex, Valéo ou Michelin, tous frappés par des plans de restructuration de grande ampleur.

La CGT estime que près de 300 000 emplois directs ou indirects sont concernés, avec des territoires entiers menacés de décrépidité, y compris au niveau des services publics, du fait des pertes d'emplois en cascade.

Une trentaine de camarades Marnais venus d'entreprises de la chimie et de la métallurgie ont fait le déplacement en car, au départ d'Épernay. ([voir le compte-rendu de la CGT](#)) ([vidéo du secrétaire général de la Fédération de la chimie](#))

Reims - Valéo : *bientôt la grève*

La direction du site, prévenue de la date de mobilisation initialement prévue vendredi 24 janvier, a pris ses dispositions pour tenter de casser le mouvement et invisibiliser la grève. Bien mal lui en a pris, car les syndicats ont tactiquement décidé d'en modifier la date. La colère et l'exaspération des salariés ne cessent de monter et la mobilisation n'en sera que plus massive.

Le 21 janvier, une nouvelle réunion de négociation s'est tenue à Paris sur le grand plan de restructuration en cours. La DREETS (Direction du travail) des Yvelines (siège de Valéo), suite à la saisie par des organisations syndicales, en raison de l'absence de loyauté d'un employeur qui se refuse à communiquer des informations claires et détaillées, a demandé à rencontrer la direction.

Le 22 janvier, une cellule de reclassement a été ouverte pour les salariés. Elle a été confiée au cabinet LHH, cabinet choisi par la direction de Valéo et dont l'un des dirigeants explique sur leur site « Comment transformer l'épreuve d'un PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) en opportunité ? » Tout un programme !

Reims- Arcelor Mittal :

Non à la fermeture du site !



La lutte contre la fermeture du site de Reims, prévue en juin prochain, ne faiblit pas. Les salariés qui cessent massivement le travail les jours de négociation, ont décidé d'exprimer leur colère de façon différente, quand ils ne sont pas en grève. Une stratégie dénoncée par la direction qui a fait venir un huissier pour faire constater le ralentissement de la production et qui menace les salariés de sanctions disciplinaires.

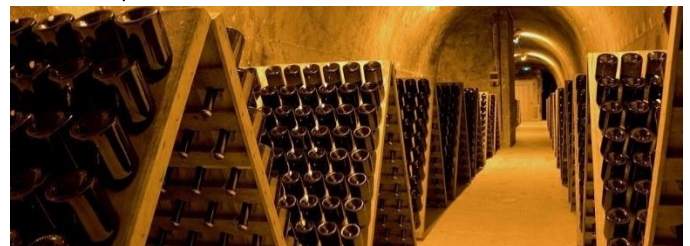
L'intersyndicale est toujours unie même si la CGT se bat prioritairement pour l'emploi et l'activité industrielle, plutôt que sur les seules indemnités de départ. ([lire l'article de l'Union](#)).

Alors qu'il a bénéficié d'aides publiques considérables, le groupe Arcelor Mittal préfère abandonner ses activités en France et même en Europe et les transférer aux Etats-Unis, au Brésil ou en Inde dans le but de dégager encore plus de marges et de profits. Son président était d'ailleurs entendu à ce sujet, ce mercredi 22 janvier, par la Commission des Finances de l'Assemblée

Nationale sur la situation de son entreprise et le désengagement d'Arcelor Mittal. ([voir l'audition ici](#)) ([lire l'article de l'Huma, « les patrons licenciés entendus à l'Assemblée »](#).)

La CGT ne baisse pas les bras et exige le maintien de nos industries sur le territoire, le conditionnement des aides publiques, la protection de la chaîne de sous-traitance automobile, l'interdiction des licenciements boursiers. ([voir l'émission « Urgence industrie » du 21 janvier sur « le Local » de la CGT](#))

Le champagne face aux défis 2025 : entre préservation et transformation



A lire sur le site de la CGT du Champagne, une analyse de Sophie CLAEYS sur la situation du secteur, les défis auxquels il est confronté et les pistes avancées pour renforcer sa position dans un marché en pleine mutation.

Dans un document de quatre pages intitulé « *extinction programmée du modèle champenois* » la CGT avait alerté dès 2021 sur le risque de « *proseccoisation* » du champagne, la perte progressive des qualités et des spécificités de l'appellation en raison du recours à des pratiques en vigueur dans les vins effervescents industriels comme le Prosecco.

Mais la CGT revient aussi sur les scandales qui ont émaillé les vendanges entre 2018 et 2024, les conditions d'hébergement indignes, les cas de traite d'êtres humains, les décès dus aux fortes chaleurs. Ces scandales, résultant d'une quête de profit effrénée, largement relayés par les médias, ont gravement entaché l'image du champagne. Face à ces défis, la CGT insiste sur l'urgence à repenser le modèle champenois et fait ses propositions. ([voir le site de la CGT du champagne](#)).

Reims : Les TUR dans le dur



Jeudi 22 janvier, le secrétaire du CSE (Comité Economique et Social) était convoqué au tribunal suite à la contestation par la direction d'une expertise sur des risques psycho-sociaux dans le secteur administratif. Une attitude patronale qui en dit long sur le climat social qui règne dans l'entreprise suite à la réorganisation liée au contrat d'octobre 2023 entre TRANSDEV et le Grand Reims.

A cela s'ajoutent des problèmes de fonctionnement des distributeurs automatiques, souvent en panne, qui pénalisent les usagers de plus en plus désorientés ([lire l'article de l'Union](#)). Par ailleurs les courriers adressés par la CGT au Préfet et au Président du Grand Reims, le 19 décembre sur les conditions de sécurité sont restés sans réponse.

Dans le même temps, les élus du CSE (Conseil Economique et Social) sont appelés à se prononcer sur l'évolution du capital de TRANSDEV, actuellement codétenu par la Caisse des Dépôts et le groupe allemand RETHMANN et qui verrait ce dernier, actuellement actionnaire minoritaire à 34 %, devenir majoritaire avec 66 % des parts.

RETHMANN est un groupe familial, qui compte 96 000 salariés, a des activités diversifiées dans le recyclage de l'eau, la logistique et les énergies renouvelables. TRANSDEV, implanté dans 19 pays, compte 102 000 salariés, dont 25 000 en France. La direction se révèle très pressée de recueillir un avis sur ce projet, mais les élus prendront le temps qu'il faut pour instruire ce lourd dossier sous tous ses aspects, en particulier économiques et sociaux.

Élections aux Chambres d'agriculture : la CGT veut creuser son sillon

Près de trois millions de travailleurs sont appelés à élire leurs représentants dans les chambres d'agriculture jusqu'au 31 janvier. Ceux-ci auront la tâche de négocier les salaires et les conditions de travail dans le secteur de la production agricole et celui des organismes sociaux coopératives, Crédit Agricole, Mutualité Sociale).

La CGT se bat pour rendre visibles les ouvriers et ouvrières agricoles ; elle revendique de meilleures conditions de travail, des contrats déclarés, un smic brut à 2 400 euros, la prime d'ancienneté, le treizième mois et la retraite à 55 ans. ([lire l'article de l'Huma, « les salariés agricoles ne doivent pas se faire voler leurs voix »](#)).

**ELECTION 2025
CHAMBRES D'AGRICULTURE**

VOTEZ CGT

Le vote Cgt est avant tout revendicatif notamment pour les ouvrières et ouvriers agricoles qui sont « les invisibles des temps modernes » comme notre organisation a pu le démontrer lors d'une rencontre tenue à l'Assemblée nationale à l'invitation de André Chassaing député communiste. Pourtant par leur travail ils font vivre un secteur essentiel pour la population. Face à des conditions de vie et de travail dégradées et une précarité en progression continue, il y a urgence à répondre aux légitimes revendications des salariés agricoles.

REVENDEICATIONS

- **Améliorer la couverture conventionnelle**
Depuis 2021, une convention collective nationale pour les salariés de la production agricole a été mise en place. Dans une démarche unitaire, la CGT s'est battue pour gagner cette convention collective, mais aussi pour préserver tous les conquises arrachés durant des décennies, qui figuraient dans les conventions collectives territoriales et/ou sectorielles devenues des accords collectifs territoriaux.
- **Augmenter les salaires**
 - Un Smic à 2 400 € revendiqué par notre fédération
 - treizième mois
 - Prime d'ancienneté...
- **Combattre la pénibilité du travail**
 - Amélioration des conditions de travail
 - Mise en œuvre d'une prévention notamment par le renforcement de la médecine du travail
 - Elargissement des moyens et des prérogatives des commissions d'hygiène et de sécurité
 - Reconnaissance des maladies professionnelles.
- **Résoudre les problèmes de logement et de transport**
 - Développement des logements sociaux et contribution des employeurs à leur financement, logements dignes pour tous les salariés
 - Versement d'une prime de transport
 - Maintien et développement des transports collectifs et publics
- **Une retraite à 55 ans**
La pénibilité du travail, l'usure prématurée et l'exposition aux aléas climatiques font que les salariés agricoles accèdent souvent à la retraite en mauvaise santé. Leur espérance de vie est inférieure de six ans à la moyenne nationale.
- **Des emplois valorisés**
 - Généralisation du Contrat à Durée Indéterminée (CDI) à temps plein
 - reconnaissance des qualifications
 - Formation professionnelle qualifiante
 - 32 heures de travail hebdomadaires

De nombreuses raisons de Voter, faire voter Cgt



La Macif vous protège dans votre activité syndicale avec **des contrats sur mesure.**

Être syndicaliste, aujourd'hui plus que jamais,
est un engagement de tous les instants.

La Macif est à vos côtés pour soutenir
et sécuriser votre action militante.

→ **Contactez-nous : partenariat@macif.fr**



**La Macif,
c'est **vous.****

Crédit photo : Ryan Lees / Hoxton / GraphicObsession.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE.
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social: 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.